

Publié le 17 novembre 2011

Europe : Les Epl au service des villes

Les Entreprises publiques locales se sont affirmées au fil des dernières décennies à travers l'Europe. Regroupées dans des holdings municipales, elles sont devenues de puissants acteurs urbains dans de grandes capitales comme Stockholm, Hambourg, Munich, Milan et Rome.



Le modèle a pris de l'ampleur dans l'Union européenne et commence peu à peu à interpeller des municipalités françaises. Avec un mode de gestion centralisée, des holdings encadrent désormais les Epl dans nombre de capitales comme Stockholm, Hambourg, Munich, Milan et Rome. Impliquées dans de multiples secteurs de l'économie locale, tels que l'aménagement, l'énergie, l'eau ou encore le traitement des déchets, elles représentent une force déterminante dans le développement et la gestion des villes. « A Milan, par exemple, la holding A2A emploie pas moins de 9 200 personnes pour un chiffre d'affaires de 6 milliards d'euros en 2010. A Munich, la Stadtwerke compte près de 7 700 personnes », précise Michael Sohn du département Europe et relations internationales de la Fédération des Epl, qui a mené pendant plusieurs mois une vaste enquête dans des capitales européennes. L'intérêt de cette gestion centralisée : apporter une cohérence à travers une gestion globale et développer des synergies entre les différentes Epl d'une même commune. Pour contrôler ces entreprises, deux stratégies « s'affrontent » au Nord et au Sud du continent. « Le mode de gouvernance diffère. Le lien entre la municipalité et les Epl est particulièrement fort, par exemple, à Stockholm », explique Michael Sohn. Une gestion centralisée Dans la capitale suédoise, les élus font en effet partie du conseil de surveillance des Epl de la holding municipale Stadshus AB. « Des réunions avec les directeurs sont organisées six fois par an, contre quatre fois en moyenne dans les autres capitales de l'UE, commente Michael Sohn. Comme à Munich, c'est également le Maire de la ville qui préside le conseil de surveillance ». Conséquence : une forte influence des décideurs

politiques dans la performance des entreprises de ces municipalités du Nord de l'Europe. A l'inverse, l'Italie interdit par la loi ce type de gouvernance. A Milan, par exemple, la ville, qui détient 55 % du capital de la holding A2A, se limite à un rôle d'actionnaire sans participation directe des élus dans la gestion. Autres particularités de cités comme Munich et Stockholm : « la consolidation financière au sein de la holding municipale permet d'équilibrer les finances, poursuit Michael Sohn. Les pertes d'une branche sont compensées par les bénéfices d'une autre ». Les gains dans le secteur de l'énergie peuvent, par exemple, être réinvestis dans les bibliothèques ou les transports en commun en cas de déficit. Autre type de soutien aux Epl, qui n'existe pas en Italie ou en France : la législation autorise des avantages fiscaux, telles que réductions d'impôts, aux Entreprises publiques locales les plus fragiles. « Ainsi, à Munich, où les Epl sont présentes aussi bien dans transports publics, les piscines municipales, les communications, l'eau et l'énergie - à travers la holding municipale Stadtwerke - l'équilibre se fait entre les différentes branches ». La Fédération des Epl poursuit son enquête à travers l'Europe sur le mode de gestion des Epl par les municipalités.